LES PARADIGMES DE DÉVELOPPEMENT DE LA BANQUE MONDIALE OU COMMENT LIRE LA BANQUE MONDIALE EN DÉVELOPPEMENT

Par **Kadey Maitourama** PhD.; MSc.
K_maitourama@hotmail.com

I - INTRODUCTION : LA BANQUE MONDIALE, UN ACTEUR INTELLECTUEL

La trop grande fortune journalistique que connaît le statut de partenaire financier et technique au développement de la Banque mondiale dans les Pays en développement (PED) occulte ou éclipse souvent le rôle d'acteur intellectuel de premier plan que joue également l'institution de Bretton Woods dans ces pays. La Banque mondiale dans les PED est en effet surtout connue à travers son activité technique et pratique de terrain comme un bailleur de fonds et un conseiller technique en matière de développement; celui-là même qui vote et alloue à ces pays les plus importantes lignes de crédit à cette fin tout en les assistant dans la réalisation de leurs programmes et projets de développement. Mais en réalité dans les PED la Banque mondiale n'est pas seulement que cela : loin en effet de réduire son rôle à celui d'un simple pourvoyeur de fonds ou d'un partenaire technique au développement, elle y opère également comme un acteur intellectuel de premier ordre. C'est-à-dire, comme un producteur et un diffuseur d'idées (sur le développement), et qui en cela, influence et transforme la situation générale de ces pays aux plans idéologique et scientifique aussi. Ainsi que le soulignent Samoff et Carrol, de nos jours en effet, la Banque

mondiale doit être considérée comme « *à la fois comme une banque, une agence de développement et un institut de recherche »* (2004, p9).

Ainsi même si cet aspect des choses demeure méconnu ou peu souligné, il faut dire que l'institution de crédit a au fil des ans su se muer en une véritable institution savante, qui produit et diffuse une importante littérature à vocation scientifique et qui en fait aujourd'hui « *le laboratoire d'idées sur le développement le plus important au monde »,* ainsi que le précisent Wilks et Lefrançois (2002). Les opérations de développement de la Banque mondiale dans les PED ne sont-elles donc pas seulement un ensemble technique et technicien de pratiques de développement: investissement, financement et appuis techniques aux projets, politiques et programmes…de terrain, mais intègrent-elles et comportent-elles également une dimension intellectuelle et théorique, nous dirons : superstructurelle et idéologique. Bref, ces opérations de développement sont également et surtout aussi *un discours de développement*. Un *discours* qui a prétention et vocation à une *éducation* et une *culture* au développement et qui vise dans ces pays à des transformations structurelles de profondeur de ce point de vue également.

Aujourd'hui la Banque mondiale elle-même reconnaît et souligne fort la primauté par rapport à ses opérations techniques de terrain de cette dimension discursive de son activité dans les PED; un *discours* au demeurant, qu'elle n'hésite pas à qualifier de « *scientifique* ». Là est un hic : car cependant, pour « *scientifique* » soit-il le *discours* de développement de la Banque mondiale dans les PED ne livre pas de lui-même et tout de suite cette apparence formelle de rationalité dont il est supposé être recouvert. Ce *discours* ne se donne ni à lire ni à penser de façon claire et organisée; il n'est pas livré sous des dehors et à l'intérieur d'une méthodologie reconnus comme propres à la science; d'un canevas méthodiquement et formellement organisé et structuré selon une logique et une démarche rationnelles clairement définies, et qui en faciliteraient l'intelligibilité et la lecture. Bien au contraire, les différents registres et répertoires pratiques et théoriques qui forment et constituent ce que nous appellerons ici le PDBM (pour Programme général de Développement de la Banque mondiale dans les PED),

sont historiquement comme dans les faits, plutôt livrés sous la forme d'une multitude éparse et plurielle de projets, répertoires théoriques, programmes et politiques de développement, souvent sans lien apparent entre eux et dont la somme arithmétique seule semble constituer et restituer l'action et la philosophie de développement de la Banque mondiale pour et dans ces pays. (Ce qui pourrait expliquer en partie l'absence de travaux systématiques sur le PDBM).

Comment dès lors aborder discursivement et comprendre dans un élan d'ensemble ces productions intellectuelles de développement de la Banque mondiale pour les PED, et qui font d'elle un acteur intellectuel de premier plan dans ces pays ? Comment organiser afin de les rendre lisibles et intelligibles des productions idéologiques et à prétention formelles, qui visiblement et empiriquement ne semblent pas obéir à une cohérence et une cohésion de structure ou à des règles logiques de production et de lecture prédéfinies ou même déclinées explicitement après coup ?

Proposer un canevas et une grille de lecture et d'interprétation du PDBM, tel l'objet de ce papier.

I-1- LES PUBLICATIONS DE LA BANQUE MONDIALE

Acteur intellectuel de premier plan sur le développement, la Banque mondiale produit et diffuse dans les PED un important discours de développement à prétention de rationalité, aidée qu'elle est en cela par des universitaires de renom et un personnel qualifié en grand nombre (elle compte plus de 20.000 employés). Les publications de la Banque mondiale couvrent un champ thématique large et diversifié - pratiquement toutes les questions importantes liées de près ou de loin au développement, tout en se déclinant sous différents formes et formats. Il y a là de la documentation majeure : les textes de base à caractère et contenus formels et généraux- l'ossature scientifique de ses opérations de développement dira t-on : des livraisons telles que « *Les Perspectives Économiques Mondiales (PEM)*»; « *The World Bank Policy Review* »; « *The World Bank Debt Review* »; « *The World Bank Research Observer* »; « *World Bank »;* ou le « *World Development Report* » … Mais il y a également les publications périodiques : études des cas et rapports généraux ou sectoriels, telles que les monographies nationales ou d'auteur que propose la Banque mondiale elle-même; et quantité d'autres études, articles… et autres comptes rendus circonstanciels et divers que ses différents démembrements - les représentations nationales, les régions, les réseaux et autres services affiliés, publient régulièrement de leur côté. L' Institut de la Banque mondiale (WBI) à Washington édite une bonne partie de cette littérature qui est également disponible en ligne sur le site officiel de la Banque mondiale (http://www.banquemondiale.org/). Cet impressionnant dispositif intellectuel qui fait autorité dans divers milieux institutionnels ou non se veut avant tout la vitrine scientifique de l'institution.

Une publication se démarque du lot à cet égard, il s'agit du *RDM* ou « *Rapport sur le Développement dans le Monde* », en anglais : « *The World Development Report* » (WDR). Paraissant sur une base annuelle et régulière depuis 1978, cette documentation de l'institution est considérée à la Banque mondiale

comme la publication maison phare par excellence, celle qui traduirait le mieux les options et les positions de l'institution en matière de développement tout en présentant, définissant et spécifiant chaque nouveau répertoire de développement que la Banque mondiale destine aux PED. En effet dira son auteur lui-même, « *The World Development Report is the Bank's major analytical publication. Each year it focuses on a particular aspect of development selected by the Bank'spresident* ».(www.banquemondiale.org/). Et de préciser que chaque numéro du RDM « *met l'accent sur ce qui est considéré comme les « vrais problèmes » auxquels il convient de s'attaquer et prétend offrir une vue la plus exhaustive possible de la question* ». (http://www.banquemondiale.org/, *Les publications de la Banque*). En effet, et ainsi que le constate et le souligne Nicolas Guilhot, le RDM loin d'être une simple documentation d'actualité sur les questions et problèmes de développement de l'heure que confronte la Banque mondiale dans les PED, va beaucoup plus loin : « *Depuis cinquante ans*, écrit cet auteur, *la Banque mondiale (BM) est devenue arbitre des questions de développement. Sa publication annuelle, World Development Report, fixe les priorités, diffuse la terminologie, les concepts et les problématiques à travers lesquels l'idée même du développement est formulée(…) Les grands répertoires de la BM qui se sont succédé ont structuré les débats, orienté la recherche et produit des savoirs »* (2000).

I-2- LA DIMENSION FORMELLE DU PDBM

Mais comment au fait se constituent et se succèdent ces « *savoirs de développement* »; ces répertoires *scientifiques* de développement que la Banque mondiale destine et dédie aux PED ? En d'autres termes, que recouvre au plan sinon rationnel tout au moins formel, le PDBM ? La dernière remarque de Nicholas Guillot réfère justement à cet aspect de la question et que nous nous proposons d'essayer de cerner dans les lignes qui suivent.

La question revient fondamentalement à se demander : quelles interprétations, quels décodages ou quelles lectures formels cette littérature dite *scientifique* de développement de la Banque mondiale autorise-elle de la réalité de terrain et de vie des PED ? À partir d'où et de quel point de vue l'institution approche t-elle celles-ci; comment, dans quels termes et sous quels angles conceptuels les considère t-elle, les caractérise t-elle ou les qualifie t-elle ?

Répondre à ces questions revient avant tout à déceler et à identifier à travers le fouillis de publications éparses et indifférenciées de l'institution, l'ensemble des répertoires formels et théoriques singuliers et distincts auxquels celles-ci réfèrent et dont la somme arithmétique constituerait le PDBM dans sa dimension discursive ou tout simplement, *le discours de développement* de la Banque mondiale dans les PED. Et c'est à un tel exercice que nous nous sommes essayé, qui va porter sur les relations de développement entre ces deux entités de ces trente dernières années (1980-2009). À cet égard la période considérée est en elle-même significative; il s'agit en effet aux plans économiques et financiers d'un tournant historique particulier, marqué entre autres par les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979 et la crise mexicaine de la dette de 1982. Par ailleurs cette période dans le sein même de l'institution, sera marquée du sceau de la très singulière présidence de l'ancien Secrétaire d'État américain Robert Strange McNamara[1] à la tête de la Banque mondiale (1968-1981) et qui va remanier de fond en comble celle-ci, notamment en augmentant significativement le volume de l'enveloppe de l'aide et en

[1] [1] Robert Strange McNamara (1916-2009), philosophe et économiste, Général, homme politique et hommes d'affaires américain, a été président de la Banque mondiale de 1968 à 1981. Reconnu comme étant le président qui a le plus marqué l'institution, durant ses 13 années de chefferie à la Banque mondiale, McNamara va remanie l'institution de fonds en comble et proposer une nouvelle approche générale de l'aide au développement qui sera désormais axée sur les besoins réels des pays solliciteurs et dans un esprit de réalisme. Sous la présidence McNamara l'ardoise générale de l'aide passe de 1 milliard de dollars en 1968 à 12 milliards en 1968; c'est également avec lui que le développement international ou l'aide aux Pays sous-développés devint véritablement un outil institutionnel des relations économiques et politiques internationales contemporaines. Un de ses principaux conseillers n'était autre que le grand théoricien libéral du développement, W.W. Rostow.

transformant sensiblement la vision et l'approche mêmes de la question de l'aide au développement des pays pauvres de celle-ci. Avec le président McNamara assisté de W.W. Rostow comme Conseiller principal, l'esprit général de l'aide au développement à la Banque mondiale va se trouver en effet complètement changé; celle-ci cesse alors de se livrer sous sa formulation classique datant des années 50, de financement de sous-développement- en particulier de grands projets d'infrastructures dans les PED et d'appui technique pour la réalisation de ceux-ci, pour se donner sous la forme de *packages complets de développement,* c'est-à-dire des programmes et politiques de développement qui recouvrent également une dimension idéologique et intellectuelle.

Des programmes nouveaux et originaux de développement qui seraient à la fois et en même temps d'ordre et de nature infrastructurels et superstructurels et qui ne se contenteront plus désormais dans les PED à l'édification d'infrastructures physiques et matérielles de développement, mais également- porteurs d'une intention et d'une prétention *d'éducation au développement*, à *instruire*, à inculquer un *esprit et une mentalité* nouveaux (de développement). Ces répertoires de développement nouveaux porteurs de *culture (nouvelle) de développement* qui font leur apparition dans les PED dans les années 80 visent à des changements structurels de profondeur de *mentalité* de développement dans ces pays. Vers la fin du mandat de McNamara à la tête de la Banque mondiale, la nouvelle orientation est pour ainsi dire institutionnalisée et sert désormais de référant dans la mise au point de répertoires de développement pour les PED. Et c'est ainsi que dès le début des années 80, la Banque mondiale va se mettre à proposer à ces pays et sur une base périodique, un registre chaque fois nouveau et différent de développement. Le type de répertoire développement choisi et mis de l'avant portera l'insigne et la marque du genre (de l'*esprit*) de développement alors priorisé par la Banque mondiale pour ces pays, à travers notamment une thématique spécifique et prépondérante qui sert tout à la fois de grille de lecture de celui-ci et de fil conducteur de développement. Le registre ainsi retenu va prescrire pour la

suite pour les PED en effet, l'esprit et les lignes directrices des actions et activités de développement à entreprendre, et en même temps servir de réceptacle pour ces activités, c'est-à-dire de canevas à l'intérieur duquel inscrire l'ensemble des démarches ainsi induites.

I-2-1- LE PDBM, UN QUADRIVARIUM DE DÉVELOPPEMENT

À l'issue d'un examen approfondi et détaillé[2], lui-même consécutif à un travail de tri, de recoupement et de regroupement qui va porter sur les parutions du RDM pour la période indiquée plus haut (80-09), il apparaît que l'agenda général de développement que la Banque mondiale a mis en œuvre dans les PED pour cette période, malgré son ampleur, son étendue ou son exhaustivité, connaît cependant un nombre très limité d'axes théoriques de déploiement ou de registres formels d'activités, comme en témoignent les RDM annuels qui étayent et rendent compte de ces activités et qui cependant se révèlent être une publication très inégale quant à leur contenu. Tous les numéros de cet opuscule n'ont pas en effet égale valeur événementielle ou informationnelle; certains exemplaires se révèlent plus riches en significations et en sens que d'autres et de ce fait même, introduisent et initient à des démarches et orientations nouvelles et révolutionnaires de développement. Marquant des discontinuités et des ruptures dans le *discours* de développement général de la Banque mondiale dans les PED, ces numéros atypiques du RDM se révèlent être ainsi le lieu de naissance et le domaine de définition de nouveaux répertoires de développement.

Quatre numéros du RDM marquent les premières démarches et mesures de développement des IBW dans les PED depuis leur retour sur cette scène au début des années 80 : les *RDM* 1983, 1984, 1988, 1991. Noués autour de la question du réajustement des cadres macroéconomiques dans les PED et des programmes d'ajustement structurel (PAS) comme préalables uniques et

[2] Pour plus de détails voir : Maitourama, Kadey, 2010, *« Banque mondiale et Développement. Pertinences scientifiques des discours et pratiques de développement de la Banque mondiale dans les PED du début des années 80 à nos jours* » Thèse de doctorat, Université de Montréal.

incontournables pour tout développement dans ces pays, ces publications semblent stigmatiser sur une dimension et une approche économiques voire « économicistes » du PDBM. Le *RDM* qui paraît en *1997* et intitulé « *L'État dans un monde en mutation* » rompt brusquement et sans crier gare avec cela : il n'est plus vraiment ni directement question d'économique dans la problématique du développement des PED, mais de l'État, de la « *Bonne gouvernance* » et de nouvelles institutions de gouvernance dans ces pays. Ce texte apparaît alors comme un texte original et en rupture de ton d'avec les précédents et dans lequel selon l'expression de Sévérino (2000), *« la Banque Mondiale fait sa refondation* », et qui jette pour la suite les bases opérationnelles et conceptuelles de son action dans les PED. Le RDM 97 offre un intérêt d'un double point de vue : au plan des stratégies pratiques de développement de la Banque où il présente un nouvel instrument d'intervention de l'institution dans les PED: les *CSLP ou Cadres Stratégiques de Lutte contre la Pauvreté*, qui sont des documents cadres à partir desquels le pays candidat à l'aide de la Banque établit un DSRP (*Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté*), dont la conformité au CSLP déterminera le concours financier et stratégique de la Banque mondiale. Et au plan conceptuel, où le *RDM 1997* introduit à la nouvelle philosophie de « *Bonne gouvernance* », chère à la Banque mondiale. Le RDM 2000/01 intitulé « *Combattre la pauvreté* » annonce quant à lui, le virage « *social* » (Prévost, 2006) du programme de développement de la Banque mondiale dans les PED. Ce ne sont plus ici l'économique ou le politique qui apparaissent moteur et éléments essentiels de développement, mais « *les pauvres* ». Il est alors question de « *comprendre* » la pauvreté et les pauvres; de mettre en place des « filets » de sécurisation et de prévention contre la pauvreté. Bref, c'est un texte dans lequel l'on découvre que la pauvreté et le sous-développement ont des origines plutôt sociales que politiques ou économiques. Puis avec le *RDM 1998-1999 « le savoir au service du développement »* et le RDM 2002 *« Construire les sociétés du savoir* », il ne sera plus tout d'un coup question de politique, d'économie ou de social au sens classique, mais de *savoir*;

d'immatériel et de virtuel; de l'information et de la connaissance comme paramètres quasi-exclusifs du développement des PED. En nette rupture de ban avec tout ce que disait et enseignait la Banque mondiale sur le développement dans les PED dans un passé proche, ces documents en effet parlent d'autre chose et à disposer autrement : désormais c'est le *savoir* qui devient le principal attribut du développement, et celui-ci est défini comme la somme arithmétique de deux principaux éléments que sont *l'information* et la *connaissance*. Ce savoir couplé aux Nouvelles Technologies de l'information et de la Communication (NTIC) imprime une dimension virtuelle au développement, qui sera à entreprendre et à mettre en œuvre à travers des programmes de développement nouveaux et inédits et axés eux-mêmes sur le savoir (KMP; KSP; UV…). Ce que nous appellerons le « *développement virtuel* » apparaît alors comme un répertoire de développement du PDBM, inédit et révolutionnaire essentiellement défini et consacré dans ces deux numéros du RDM, même s'il a été annoncé par des textes précédents de moindre importance, notamment le « *Sector paper* » de 1995 sur le développement de *l'internet* et le Rapport de 1998 intitulé tout simplement « *E-Development* ».

Ainsi**,** par leur caractère inédit mais également leur récurrence et leur permanence, quatre grands répertoires thématiques distincts de développement se démarquent au sein du PDBM de ces dernières années, constituant et restituant celui-ci dans son ensemble. Ces quatre grandes dimensions thématiques et paradigmatiques autour desquelles s'enracine et s'articule l'ensemble des démarches de développement de la Banque mondiale dans son aspect formel dans les PED sont : l'économique, le politique, le social et le virtuel ou informationnel. Ces paradigmes ou catégories théoriques d'*instruction* et d'*éducation* au développement de la Banque mondiale vont à leur tour se traduire et se refléter en pratique à travers quatre registres ou répertoires thématiques de développement, soient : le développement économique, le développement politique, le développement social et le développement virtuel.

Voyons très succinctement à quoi réfère chacun de ces programmes.

2-1-1- LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

En ce début des années 80, le type de répertoire qui donne sa marque aux démarches de développement de la Banque mondiale dans les PED est comme son nom l'indique, un registre qui priorise l'économique au détriment de tout autre aspect de la réalité sociale des PED. Démarche inédite de développement de ces pays par l'économique et pour l'économique, le registre de « développement économique » de la Banque mondiale est en effet une stratégie de développement basée essentiellement sur la recherche de la croissance économique et dans laquelle c'est la performance économique qui est posée comme l'aune exclusive à partir de laquelle se mesure le développement de ces pays. Lequel développement lui-même étant défini comme : « *la promotion d'une croissance économique basée sur la main d'œuvre et l'accès aux services sociaux de base pour renforcer le potentiel de croissance à long terme*». (World Bank; 1983, 12)

Si le passage de l'ancien général et hommes d'affaires américain Robert Strange McNamara à la tête de la Banque mondiale a indéniablement eu un impact distinctif et marqué sur la vie et le devenir de l'institution et de sa mission d'aide au développement dans les PED, il convient de remarquer qu'en elles-mêmes déjà les années 80 constituent un tournant historique déterminant dans le champ des relations économiques internationales contemporaines et de la coopération au développement. Cette période connaît en particulier deux évènements majeurs : le premier de caractère plus général et plus structurant est l'avènement du néolibéralisme et le second plus spécifiquement et directement lié à la problématique de l'aide internationale au développement des PED, est la crise mexicaine de la dette de 1982. Insigne de notre postmodernité s'il en est, le néolibéralisme est un courant de pensée et

d'action qui encense des dimensions multiples, car étant à la fois politique, économique, social et philosophique, et qui détermine encore aujourd'hui pour nous le sens de bien de choses de la vie contemporaine. Ce courant de pensée connaît lui-même une double origine : l'une d'ordre à la fois conjoncturel, événementiel et politique et qui est symbolisé par l'arrivée au pouvoir simultanée de Margaret Thatcher en Grande Bretagne et de Ronald Reagan aux États-Unis d'Amérique; et l'autre, d'ordre scientifique, qui a vu dans le champ de la science économique le triomphe des idées de Friedrich Von Hayek sur celles de John Maynard Keynes. Le libéralisme keynésien apparu dans l'immédiate après Deuxième Guerre mondiale (un peu à la même époque que les institutions de Bretton Woods) et qui repose fondamentalement sur le postulat de « *l'incomplétude du marché* » et la nécessité pour l'État et des pouvoirs publics d'intervenir et de réguler l'économie, commençait à perdre de sa virulence depuis le début des années 70. Les années 80 verront s'imposer à son détriment un peu partout la doctrine néolibérale du *« tout marché* », du *« laisser-faire* » et du *« laisser-aller* », soutenue en particulier par Friedrich Von Hayek. Mais du strict point de vue de la logique de la coopération au développement cependant, l'autre événement- moins universel et moins intellectuel celui-là, et qui va également servir de détonateur et de précurseur au registre « développement économique » de la Banque mondiale dans les PED, c'est la crise mexicaine de la dette de 1982. Cette année-là se produisait au Mexique un phénomène financier plutôt inédit, aussi imprévu que brutal, et qui sera ressenti comme une véritable onde de choc dans le monde de la finance internationale et du financement du développement en particulier. Ce phénomène sans précédent se caractérisait par un blocage net et brutal dans le cours des opérations financières du pays et une impossibilité réelle pour ce pays d'honorer ses créances financières internationales de développement. Ce dérèglement économique et financier matérialisé par une cessation effective de remboursement de sa dette de développement par le Mexique va avoir un effet systémique et à l'instar de la plupart des crises économiques modernes, une répercussion en cascade sur l'économie de plusieurs autres pays. La crise

mexicaine de la dette aura par ailleurs d'autant surpris et déconcerté qu'elle démentait les optimistes prévisions que faisaient les experts de la finance internationale et les spécialistes de l'aide au développement quant à justement l'état de l'économie mexicaine à l'époque. Peu de temps seulement avant le déclenchement de la crise, voici en effet le diagnostic que dressaient les experts de la Banque mondiale de la situation économique générale du Mexique : « *le gouvernement mexicain est à peu près certain d'obtenir un accroissement important des ressources à sa disposition au début des années 80. Nos projections les plus récentes font état d'un surplus de la balance des transactions courantes en 1982, d'un accroissement important des revenus d'exportation, principalement grâce au pétrole, ce qui devrait faciliter le problème de la dette extérieure et la gestion des finances publiques au début des années 82* » (Kapur et Al, 1997; cité par Toussaint, 2006). En juillet 1982 cependant, les choses dans ce pays vont cruellement se révéler autrement : démentant les prévisions et attentes des experts financiers, une crise économique et financière inédite dans son genre et de grande amplitude s'y fera jour, provoquant la panique et le branle bas de combat aussi bien dans le pays que dans le sein des instances internationales de la régulation financière et de financement du développement international, dont la Banque mondiale.

Pour celles-là en particulier, l'urgence devenait plus que réelle de mettre au point des stratégies correctives de sortie de crise. Et c'est donc afin de définitivement et plus sûrement remédier à la crise mexicaine et à tous les dérèglements économiques et financiers de ce genre susceptibles de survenir à l'avenir, que sera organisée entre les principaux bailleurs de fonds pour le développement des PED une rencontre de laquelle naîtra une entente qui se révélera de portée historique. Cette entente- une sorte d'accord-cadre en matière de coopération au développement avec les PED, sera scellée entre la Banque mondiale, le FMI et le Conseil du Trésor des États-Unis d'Amérique et sera plus tard connue sous le nom de « Consensus de Washington ». Le « Consensus de Washington » -directement inspiré des enseignements du

néolibéralisme et établi autour des « *dix commandements* » de James Williamson, s'inspirait de la leçon principale que tiraient les institutions de Bretton Woods de la crise mexicaine de la dette. Cette leçon se résume essentiellement dans ce constat selon lequel que pour voir fleurir les économies des PED il ne suffit pas de se contenter de seulement y injecter de l'argent, mais qu'en plus de financement, cela requiert également dans ces pays un environnement et un cadre économiques idoines et adéquats. En clair, en sus des investissements et des déblocages financiers à leur apporter, le développement des PED passe nécessairement aussi par une mise au point, une adaptation et une restructuration, bref : un *« ajustement* », des cadres macroéconomiques de ces pays. Et c'est ainsi que voient le jour les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) de la Banque mondiale et du FMI dans ces pays. Et sur plus d'une décennie de coopération au développement de la Banque mondiale avec les PED, tous les plans, réformes, stratégies et politiques de développement que l'institution en partenariat son alter ego - le FMI initieront dans ces pays seront quasi exclusivement déterminés par ces PAS.

Les PAS qui prescrivent et enseignent la nécessité de « corriger » les cadres et canevas macro-économiques des PED et expressément conçus à cette fin, reposent exclusivement sur le credo du néolibéralisme du « *tout-marché* », du « *laisser-faire* » et du « *laisser-aller* ». Ils vont se traduire dans tous les PED par la mise en place de mesures généralisées de programmes et politiques de déréglementation, elles-mêmes synonymes de privatisation et de libéralisation à grande échelle. Et ce que nous appelons ici la partition « développement économique » du PDBM n'est rien d'autre que l'expression générale de l'ensemble de ces démarches induites à partir des PAS et qui repose sur une vision et une acceptation de la réalité de vie des PED, fondées, légitimées et expliquées essentiellement voire exclusivement par l'économique.

2- 1-2- LE DÉVELOPPEMENT POLITIQUE

La mise en place et en avant des stratégies de développement par le politique de la Banque mondiale dans les PED apparaît au début des années 90, tout de suite après les réformes de développement instituées à partir des PAS. Au sein de ce dispositif nouveau de la Banque mondiale, c'est désormais non plus directement le cadre macroéconomique des économies des PED qui est sollicité, mais l'État national de ces pays qui devient ici à la fois acteur et vecteur central de développement. Le répertoire du « développement politique » sera organisé autour des grands sentiers de la *« Bonne gouvernance* » de la Banque mondiale, et visera à promouvoir le développement des PED essentiellement à partir en effet d'une redéfinition du rôle et de la place de « *l'État dans un monde en mutation* » et dans le sein de son économie nationale.

Selon la logique nouvelle du développement politique ou du développement par le politique de la Banque mondiale, le développement des PED passerait nécessairement par la définition et l'institutionnalisation du « *juste rôle de l'État* », c'est-à-dire « *le juste équilibre entre l'État et le marché, entre l'action collective locale, nationale et mondiale, entre le gouvernemental et le non-gouvernemental* » (World Bank; 1997, 32). Pour cela, la Banque mondiale propose alors à ces pays un ensemble de réformes institutionnelles et politiques, basé sur une stratégie inédite de développement dite de « *market-friendly approach* » ou littéralement, « approche amicale au marché ». Selon cette approche, l'État national des PED doit désormais gouverner en intelligence avec le marché; et que pour le mieux de cela, se départir de certaines de ses prérogatives régaliennes, de son monopole de fait et de droit sur la régulation économique et politique nationale, et accepter de partager ses prérogatives en matière de gouvernement avec ces deux nouvelles instances de gouvernance que leur révèlent les IBW et que sont désormais devenus la société civile et bien sûr, le marché. Marché à l'égard duquel la Banque

mondiale invite l'État des PED à même servir désormais de « *subordonate adjunct* », comme le relève Bonnie Campbell (2005).

2-1-3- LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Les démarches de développement prioritairement par le social de la Banque mondiale dans les PED apparaissent au début des années 2000 et réfèrent aux politiques de retour à la grande « *lutte contre la pauvreté* » engagée par l'institution une décade plus tôt et présentées » dans le RDM 2000/2001 intitulé « Attacking Poverty » sous le nom de « *Comprehensive Developement* » ou « *Développement Intégré ».* Même si la rhétorique de « *lutte contre la pauvreté* » est ancienne et récurrente à la Banque mondiale, ce répertoire-ci qui en réfère également est assurément un « *nouveau paradigme* » de développement de l'institution (Stieglitz, 1998), qui se veut un discours rénovateur et intégrateur de développement et ceci précisément en qu'il entend articuler les dimensions sociales, politiques et environnementales de celui-ci (Prévost, 2002). L'objectif assigné au nouveau registre selon les experts de la Banque mondiale, est en effet de parvenir à synchroniser et réaliser les trois démarches suivantes : *« assurer un environnement macroéconomique stable et ouvert ; construire des institutions publiques (légales, financières et politiques) responsables et inclusives ; investir dans la santé, l'éducation et les programmes de sûreté sociale »* (Ritzen et al.; 2000).

Ainsi à la différence des deux répertoires de développement précédents de la Banque mondiale dans les PED, la stratégie nouvelle au cœur du PDBM incarne une dimension fortement et prioritairement sociologique dans les démarches de développement de l'institution. Elle se distingue des paradigmes économique et politique précédents également par l'originalité de la méthode employée dans sa mise en place et en œuvre dans ces pays, et qui reposeront sur les *Participatory Poverty Assesments.* Ceux-ci- procédés et démarches de cueillette d'information pour le développement jusque-là inédits à la Banque mondiale, désignent une vaste campagne d'enquêtes par sondage menées à

l'échelle mondiale auprès de 60.000 personnes dans les PED et cela dans le but de « *recueillir la voix des pauvres* ». Par un tel procédé, l'opinion et les points de vue des citoyens des pays pauvres seraient recueillis et analysés afin d'être intégrés à la stratégie globale de développement social, et même dans certaines versions, pour servir de pilier principal à la nouvelle stratégie (RDM 2000).

Les *Participatory Poverty Assesments,* nœud gordien du répertoire de développement social de la Banque mondiale dans les PED vont se révéler être- une première historique dans l'institution, également une pomme de discorde au sein même du gouvernement de l'institution. Les divergences de point de vue sur le rôle et la place à assigner à ces sondages dans la définition et la détermination de la nouvelle politique de développement social vont en effet mener à la démission du directeur du groupe de travail du RDM 2000, Ravi Kanbur, et à celle de Joseph Stieglitz, vice-président de la Banque Mondiale et également directeur du comité de rédaction du document de référence. Et par la suite, après le départ de ces deux imminentes personnalités de l'institution, les grands textes de base de ce répertoire nouveau de développement social de la Banque mondiale dans les PED bien que déjà consignés et publiés dans le RDM 2000, seront néanmoins repris et réécrits par un nouveau comité de rédaction dans un nouveau document intitulé RDM 2001.

2-1-4- LE DÉVELOPPEMENT INFORMATIONNEL OU VIRTUEL

Et enfin, the last but not the least , parmi les tout derniers grands répertoires de développement distincts présentés par la Banque mondiale comme solution au problème de sous-développement des PED, le développement informationnel ou virtuel et qui signifie tout à la fois développement du virtuel dans ces pays et leur développement général par celui-ci. Le développement par l'économique et pour l'économique, est une promesse de développement par la croissance économique et son but ultime est l'avènement au sein des PED de la *Société de*

consommation de masse dont la société américaine actuelle est à la fois l'incarnation et le modèle (Rostow, 1963). Le développement par le virtuel est une promesse de développement par l'immatériel et le but qui lui est dévolu est ultimement l'avènement dans ces pays de la *Société de l'information*.

À l'instar et à côté du néolibéralisme, la *Société de l'information* est l'autre insigne de notre postmodernité. À l'ère des Nouvelles Technologies de l'information et de la communication, elle se retrouve aujourd'hui en effet au " *centre de la rhétorique dominante.(…) C'est le terme convenu, le lieu commun pour désigner les innovations techniques et leurs conséquences sociales. Elle contient le présupposé, le postulat selon lequel l'information et sa densité seraient en quelque sorte la particularité dominante de notre société* ».(Guillaume,2004;p29). Le concept de « *Société de l'information* » fait historiquement son apparition aux États-Unis d'Amérique au milieu des années 90 : le capitalisme industriel apparu avec la modernité et qui avait jusque-là supporté la croissance économique de ce pays montrait alors des signes d'essoufflement, alors même que le capitalisme financier émergent et dont l'essor est directement lié aux innovations technologiques prenait lui une place prépondérante au sein de la société et de l'économie américaines : « *la nouvelle économie émergeait et entraînait les Etats-Unis dans le cycle de croissance le plus long de toute l'histoire économique de ce pays. Or ce qui était au cœur de la nouvelle économie et en justifiait l'appellation, c'était l'explosion des technologies de l'information et de la communication les « NTIC » ou les « TIC* » (…) *La preuve était ainsi en quelque sorte administrée sur le terrain que l'investissement dans ces domaines était un facteur déterminant de la croissance et de la compétitivité* ». Et c'est alors qu'apparut l'idée *« d'une Société fondée sur la connaissance »*(Paulré; 2004).

La Banque mondiale, anticipant en cela et à bien d'égards sur cette tendance de nos jours consacrée qui fait du *savoir* un élément déterminant de développement, met sur pied dès le début des années 90 ce répertoire de développement directement bâti sur l'information et la connaissance et au sein duquel celles-ci apparaissent à la fois comme un outil et un moyen de se

développer mais en même temps, un objectif et une finalité de développement à réaliser pour les PED. Et il semble que pour l'institution de Bretton Woods une telle option est simplement dans l'ordre des choses, une suite et un aboutissement logiques dans ses démarches de développement des PED: « *l'un des défis permanents de l'institution depuis des années a été de trouver et de maintenir un équilibre approprié entre les produits intellectuels de la banque et ses transferts de ressources* (matérielles et financières) », témoigne en effet Pamela Tripp-Melby, une experte de la Banque mondiale en matière de TIC (2006). Ainsi à la Banque mondiale tout se passe comme si après des décennies d'un partenariat de développement avec les PED essentiellement basé sur l'investissement et le transfert des ressources financiers et matérielles, l'on décidait de poursuivre et de compléter la donne avec ce répertoire inédit axé lui sur les « *produits intellectuels* ». D'ailleurs l'institution le dit elle-même dans un « *Policy Research Report* » qu'elle publie en 1998 et dont c'est l'intitulé : « *The World Bank doesn't have Any More Money but it has Ideas »,* autrement, « *La Banque mondiale n'a plus d'argent, mais elle a des idées* ». Mais elle va encore plus loin : pour en effet mieux asseoir son nouveau registre de développement virtuel ou « *E-Development* », mais aussi pour bien signifier le changement d'esprit général, la Banque mondiale va opérer une véritable mutation en son sein, se présentant elle-même plutôt comme une institution également de *savoir*, ou comme elle aime à le dire : une « *Knowledge Bank* ». Donc désormais de moins en moins une institution de crédit et partenaire technique pour le développement des PED, mais plutôt une « *banque de savoir* » qui passe pour être « *un puissant fournisseur de la sagesse du développement, désintéressé, pratique, accessible, respecté pour la profondeur de son expertise technique.* » (Banque mondiale; 98-99, p15). C'est donc armés de cette *sagesse de développement* elle-même couplée aux technologies innovantes et innovatrices de l'information et de la communication (NTIC), que l'institution de Bretton Woods et à ses *partenaires stratégiques*[3] entendent faire émerger dans les PED

les grands édifices de leur nouvelle philosophie de développement pour ces pays et que ce sont les « *Global Society* » et autres « *Information Society « .* Cela implique la mise en place dans ces pays et de réformes institutionnelles économiques, politiques et surtout éducationnelles basées sur des « *E-strategies* » telles que la « *Knowledge Economy »,* le « *Knowledge Program Management* » (KMP), les « *Universités virtuelles* », « *la Gouvernance et le Gouvernement électroniques* », « *l'État virtuel* »... toutes des démarches de développement axées sur l'immatériel et qui sont en même temps elles-mêmes productives de savoir.

Mais l'essentiel des démarches des démarches de « *E-Development* » sera contenu dans un programme original de développement et qui aura marqué la présidence de James. D. Wolfenshon à la tête de la Banque mondiale : le « *Knowledge management program for development* » ou KMDP. Ce programme qui est aussi appelé « *Knowledge management program* » (KMP) ou parfois simplement « *Knowledge management* » (KM), peut se définir comme l'ensemble de ces stratégies de développement fondé sur les « *produits intellectuels et leurs supports technologiques* » de la Banque mondiale dans les PED. Le KMDP est à la fois une science et une technique de gestion de savoir qui allie un modèle théorique de management et une méthode nouvelle de gestion des institutions en lien avec le domaine du *savoir.* Il va se traduire dans les PED sous la forme de deux programmes différents mais complémentaires, reposant effectivement sur des leviers de performances directement reliés au savoir: la « *Gestion de la connaissance* » (GC) et la « *Gestion de l'information* » (GI). La GC repose sur un ensemble de techniques de valorisation du savoir essentiellement basé sur la transmission de la connaissance via l'éducation et l'enseignement à distance (EAD) ou le *E-learning*; c'est donc une sorte de système d'éducation virtuelle, mais « *éducation* » au sens large du terme dans la mesure où la stratégie intègre également des mécanismes de production, de capitalisation, de gestion techniques et de commercialisation de ces

[3] Dans le cadre du développement virtuel les plus importants des *partenaires stratégiques* de la Banque mondiale dans les PED sont : *Cisco*; *Microsoft* et *HP.*

connaissances. Quant à la seconde dimension- la GI, elle réfère essentiellement aux réformes institutionnelles de gestion et de gouvernance économiques à la lumière des PAS entreprises dans le secteur des télécommunications et celui naissant des TIC dans les PED. Pour la mise en place et en œuvre pratiques de la GC, la Banque mondiale et ses *partenaires stratégiques* vont développer et proposer aux PED un certain nombre de dispositifs techniques et opérationnels de transmission et d'apprentissage de connaissances à distance. Le *Sector Paper* de 1995 relevait déjà deux principaux instruments de E-learning : le « *Global Distance Learning Network* » ou GDLN (http://www.gdln.org), et les « *Universités Virtuelles* » et en particulier l'Université Virtuelle Africaine (UVA : http://www.avu.org.). À ces deux outils de départ, le RDM 98-99 adjoindra un nouvel instrument de *knowledge sharing* : le Cadre Intégré de Développement ou CID (www.worldbank.org/cdf/). Ces dispositifs initiaux de E-learning seront par la suite secondés ou complétés par divers autres instruments techniques et institutionnels mis au point par la Banque mondiale. Il s'agira en particulier de sites et de portails Internet spécifiquement dédiés au développement virtuel.

CONCLUSION

Tout le long de ces trente dernières années, le programme général de développement de la Banque mondiale dans les PED, fondé essentiellement sur les principes et enseignements du néolibéralisme et dans un dessein de transformation structurelle, va se traduire tour à tour mais en même temps et concomitamment comme : idéologie des *ajustements structurels* des cadres macroéconomiques; de la *Bonne gouvernance politique*; de programmes sociaux de « *lutte contre la pauvreté* » et de la *Société de l'information* et du virtuel. L'économique, le politique, le social et le virtuel ou informationnel, telles sont donc les grandes catégories conceptuelles sur lesquelles se fonde le PDBM dans sa dimension formelle. Déclinées sous la forme des quatre registres distincts de développement que nous venons de voir, ces catégories constituent et restituent dans les faits et dans son ensemble l'entreprise de développement de la Banque mondiale dans les PED, et ce depuis le début des années 80 jusqu'au milieu des années 2000.

L'*instruction* et l'*éducation* au développement de la Banque mondiale pour les PED vont d'abord en effet porter avec les *PAS* sur les grands cadres institutionnels des économies de ces pays. Puis, avec les démarches de « *Bonne gouvernance* », elles s'attelleront à des réformes visant à transformer le cadre politique institutionnel national, notamment en créant et en les adjoignant à l'État national des PED, deux nouvelles autres institutions de gouvernance que seront devenus le marché et la société civile. C'est ensuite que seront lancés les grands chantiers dits de « *lutte contre la pauvreté* » et les campagnes de *Participatory Poverty Assesments*, programmes à travers lesquels la Banque mondiale va s'atteler à profondément transformer le cadre social et sociétal général des PED. Ces programmes en particulier viseront à remanier en profondeur le rapport de l'État et celui de l'individu à la société; les dimensions institutionnelles de la vie sociale et démocratique; les cadres de participation citoyenne et de solidarité sociale… Enfin nous assisterons avec le

PDBM à l'avènement et la mise en place de la *Société de l'information*; un programme qui met l'information et la connaissance au cœur des démarches de développement et qui est mû par un fil invisible (au propre comme au figuré) : le virtuel. Avec notamment les démarches de « *E-learning* », « *E-management »,* « *E-government* »…*in fine* le développement informationnel vise la virtualisation des réalités institutionnelles sociales et sociétales et de l'État. « *L' État virtuel* »[4] pour les PED ne serait pas une pure vue de l'esprit, mais comme le soutient Richard Rosecrance à l'instar de la Banque mondiale, le devenir logique de l'État tout court et qu'en même temps, son avènement serait même en réalité le but ultime visé par d'une part, la création des Institutions développement international en particulier celles de Bretton Woods : Banque mondiale et FMI, et de l'autre, les démarches d'aide au développement entreprises dans les PED.

[4] Voir Maitourama, 2010.

Notes

Au sujet des différents répertoires thématiques et paradigmatiques que nous avons distingué dans l'activité de développement de la Banque mondiale dans les PED, quelques précisions méthodologiques et sémantiques s'imposent:

1-Tout d'abord il nous faut signaler que la Banque mondiale elle-même ne décline pas explicitement son discours de développement sous ces découpages et catégorisations thématiques, tels que nous les proposons ici. Pas plus d'ailleurs que l'ordre dans lequel nous présentons et faisons apparaître ces différents registres de développement obéit nécessairement à une chronologie rigoureuse. Au demeurant même pour nous un tel découpage en quatre partitions de ce programme que nous proposons ici n'est que pour des raisons d'ordre purement analytique et n'offre donc un intérêt qu'herméneutique et méthodologique. Car dans l'esprit de ce travail comme dans les faits, nous pensons que le PDBM est et doit être considéré comme un tout cohérent dont les parties apparentes sont indissociablement solidaires et complémentaires; comme un ensemble conglomérique formé d'une part par un discours-savoir de développement homogène-ce que Escobar a appelé un « *apparantus de développement* »; et d'autre part, par des dispositifs pratiques de développement que la Banque mondiale produit, mobilise et met en œuvre pour accomplir sa mission de partenaire au développement dans les PED.
Dire que cela offre un intérêt surtout « méthodologique » ne signifie nullement cependant que ces registres formels que nous proposons comme angle de décodage et de lecture possible du PDBM soient arbitraires : en effet et dans les limites historiques indiquées, ils se rapportent et réfèrent tous à des périodicités discursives et pratiques de développement aisément repérables et isolables dans l'activité de la Banque mondiale dans les PED, tout en constituant la dimension la plus essentielle et la plus significative.

2-D'autre part, dire que la Banque chaque fois met de l'avant dans ses démarches d'aide au développement une thématique spécifique qui à son tour donne sa marque à l'ensemble du discours de développement de l'institution du moment, ne signifie pas que cette thématique nouvelle exclut ou occulte nécessairement au sein de ce discours les autres registres antérieurs. Souvent conçus et mis sur pied par des départements techniques différents de la Banque mondiale, ces répertoires ne sont pas exclusifs les uns aux autres; bien au contraire, s'entrepénétrant et se chevauchant mutuellement. Un registre comme « le développement économique », surtout à travers les PAS, est présent au sein de tous les autres répertoires et semble même les fonder et les

structurer. Donc donner une primauté à un thème particulier sur les autres à un moment donné signifie simplement que ce thème choisi et mis de l'avant connaît (aussi) une priorité et une prépondérance à l'intérieur du discours de développement de la Banque mondiale à ce moment-là.

BIBLIOGRAPHIE

ACCORDS de Bretton Woods, (Les), European Navigator, Bibliothèque numérique de l'Union Européenne, www.ena.lu

BANQUE MONDIALE. (2006) Information et Communication pour le développement, Rapport 2006, Washington, D.C, International Monetary Fund.

BANQUE MONDIALE. Sur les TIC : www.worldbank.org/ict/; Infodev.com

BANQUE MONDIALE. "*Concurrence mondiale et NTIC : la chance de l'Afrique*" colloque L'Afrique et les NIT, Fondation du devenir octobre 1996., Washington <http://www.anais.org>.[

BANQUE MONDIALE. Washington DC.(2003). Objectifs de développement du Millénaire: Profil du Sénégal.www.developmentgoals.org

BANQUE MONDIALE. 1995, « *Report on the development of Internet* » Washington, D.C. The World Bank.

BANQUE MONDIALE. (1997). « *Le Sénégal, le défi de l'intégration internationale* » Washington DC, World Bank.

BANQUE MONDIALE. (2000). Le Sénégal recevra 800 Million de dollars au titre de l'Allégement de la dette: La Banque mondiale et le FMI soutiennent l'allégement de la dette dans le cadre de l'Initiative PPTE Renforcée. Washington DC, BM (nouvelles en bref No: 2000/449/S).

BANQUE MONDIALE.,``Adjustement in Africa : reforms, results, and road ahead```, Washington DC, World Bank 1994

BANQUE MONDIALE,(2001). « *Faith In development. Partnership between the World bank and The Churches of Africa* » World Bank and regnum Books international

BANQUE MONDIALE (2009)« Awakening Africa's Sleeping Giant » The World Bank And FAO, The World Bank, Wasington DC.

BANQUE MONDIALE., ``Voting for reforms: democraty, Political Liberalization and economic Adjustement``, World Bank, Washington DC, 2004.

BANQUE MONDIALE. « Governance and Public Sector Reform : Reforming Public Institutions and Strengthening Governance». Washington DC, 2003.

BANQUE MONDIALE. Indicateurs du Développement dans le monde Différentes années. Oxford University Press, New York.

BANQUE MONDIALE, Guide de la, De Boeck Université, Bruxelles 2005

BANDOW, Doug. (1994). ``Perpetuating poverty : The World Bank,the IMF, and the developping world``Washnigton DC, Cato Institute.

BARANSHAMAJE E.,(1997) (sous la dir. de), « *Cultiver le savoir pour la maîtrise du destin* » (non paginé), Banque Mondiale – Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 1997 http:// uva. ulb. ac. Be

BARBROOK, Richard. (2001). « *Le cybercommunisme, ou le dépassement du capitalisme dans le cyber-espace* », Multitudes, n° 5, mai, pp. 1186-199.
http://multitudes.samizdat.net.

BAUM, Warren C. (1997). ``*Investir dans le développement : les leçons de l'expérience de la Banque mondiale* `` Paris : Economica/Banque mondiale,

BÉLANGER, Sylvie. (1992). « *L'ajustement structurel ou restructurer pour la croissance »,* Université de Montréal : Université du Québec à Montréal, Montréal.

BERTHOUD, Gérald. (2000). La « Société de l'information » : une idée confuse ? (ouvrage collectif) Université de Lausanne.

BETRANDEAU, Henri. (1985). « La Banque Mondiale », Paris, PUF.

BOUMAKANI. Benjamin. (2002). « La bonne gouvernance et l'État en Afrique », Revue juridique et politique, indépendance et coopération # 1.

BOYER, Robert. (1998). « État, marché et développement » Document de travail CEPRAMAP, in Problèmes économiques n°2587, Octobre 1998, pp15-23

BRATTON, M et ROTHCHILD, D. (1982). « Bases institutionnelles de la gouvernance en Afrique », Paris, Nouveaux Horizons.

BRIAN, Lévy, Sahr Kpundeh. (2004). "Building State Capacity In Africa :New approches, emerging lessons". Washington, World Bank .

BURCH, Sally, « *Société de l'information, société de la connaissance* » In In *« ENJEUX DES MOTS : regards multiculturels sur les sociétés de l'information »*. C & F Éditions, 2005

CAMPBELL, Bonnie, CRÉPEAU, F et E LAMARCHE. (2000). « Gouvernance, Réformes Institutionnelles et l'Émergence de Nouveaux Cadres Normatifs », CEDIM, Université de Québec à Montréal.

CARAYANNIS, Elias G.(2006) "E-development toward the knowledge economy leveraging technology, innovation entrepreneurship for smart development" Palgrave Macmillan, New York.

CASTELLS, Manuel. (1998). « La société en réseaux, l'ère de l'information » Paris, Fayard.

CASTELLS Manuel . et AOYOMA Y. (1994). « Vers la société de l'information : structures de l'emploi dans les pays du G7 de 1920 à 1990 ». *Revue internationale du travail*, vol.133, n°1.

CHARTIER, Anne-Marie. (1996). « Essai critique sur le concept de développement », Presse Universitaire de Grenoble.

CHÉNEAU-LOQUAY, Annie. (1998). « Quelle Afrique dans une société de l'information mondiale » In Mondes et centralité, Actes 1, http://www.tide.msha.u-bordeaux.fr

CLING, Jean-Pierre, (Ouvrage collectif sous la direction de). (2002). « Les Nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté », Économica, Paris.

FRIEDMAN, Georges « *The United States, Europe and Bretton Woods II* » Stratfor.com, publié le 20 octobre 2008. www.stratfor.com

GAUTHIER, Claude. (1983). *"L'invention de la société civile"* Paris, PUF.

GUILHOT, Nicolas, (2000) "*Les institutions financiers sous le feu de la critique. D'une vérité à l'autre, les politiques de la Banque mondiale*" . Le Monde Diplomatique, Septembre 2000

HIBOU, Béatrice. (2001). « La Banque Mondiale : la permanence plutôt que le changement »,Cahiers Français 302, Mai-juin 2001.

Keynes, J.M., (1936) « *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* » Edition française: Payot, 1985.

LANVIN, B. (1996). "L'Afrique et les nouvelles technologies de la communication", Genève, 15-17 octobre, Fondation du Devenir et CD-ROM 1999, "Internet au Sud".

LAUTIER, B. (2001). « Sous la morale, la politique : la Banque mondiale et la lutte contre la pauvreté », *Politique Africaine*, n°82, juin 2001, pp169-176

« LES NON-DITS de la bonne gouvernance » , Ouvrage Collectif sous l'égide du Haut Conseil pour la Coopération Internationale, Éditions Khartala, Paris 2001

MAITOURAMA, Kadey (2010) « *Banque Mondiale et Développement. Pertinences scientifiques des discours et pratiques de développement de la Banque mondiale dans les PED du début des années 80 à nos jours* », Université de Montréal, Canada

McKENZIE, Richard (2003). Digital Economy, Praeger, London.

MILLET,, D., TOUSSAINT, E. (2002). « 50 questions / 50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque Mondiale », Paris, Syllepse.

MOSLEY, Paul. (1991). Aid and power : the World Bank and policy-based lending`` , London ; Routledge, New York

OSMONT Annick. (1996). « L'État efficace selon la Banque mondiale. Les villes et l'ajustement structurel » in *Cahiers du GEMDEV*, n° 24, juin 1996, pp.45-60

PAUL, Samuel. (1990). ``*Institutional reforms in sector adjustment operations : the World Bank's experience* `` Washington, D.C. : World Bank.

PAULRÉ, Bernard (2000), « De la New economy au capitalisme cognitif », *Multitudes*, n° 2, mai, pp. 25-42.

PAULRÉ, Bernard (2004), « Introduction au capitalisme cognitif », Intervention, Journée du 25 novembre, Matisse-Isys UMR Paris 1 – CNRS n° 8595.

PETIT, P. (Ed.) (1998). L'économie de l'information. Les enseignements des théories économiques, La Découverte, Paris.

PIERSON, Paul. (1996). « The new politics of welfare state » *World Politics*, 48, 2-1996, 143-179

PRAX, Jean-Yves, « *Le Guide du knowledge management : concepts et pratiques du management de la connaissance* » Dunod, Paris, 2000.

PRÉVOST, Benoît. (2002). « Les fondements philosophiques et idéologiques du nouveau discours sur le développement », *Revue de philosophie économique*, n°6,pp 57-81.

RODRIK, Dani. (2006). « *Goodbye Washington consensus, hello Washington confusion?* », *Journal of Economic Literature*, pp.34-56

ROMAINVILLE, Michel. (2008). « *Lien social et Économie* », Soca, ULB 2008-2009, Brixelles, Belgique.

ROSANVALLON, Pierre. (1994). « La nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence » Paris, Éditions du Seuil.

ROSECRANCE, Richard; BADIÉ, Bertrand; HASSNER, Pierre; De SENARCLENS, Pierre (2002). « Débat sur l'État virtuel » Paris, Éditions Sciences Po.

ROSECRANCE, Richard (1986) « The Rise of Trading State »,New York, Basic Books.

ROSTOW , W.W, « *Entretiens avec… in « Le Développement économique* » Bibliothèque Laffont des grands thèmes, Laffont-Grammont, Paris 1975

ROSTOW, W.W. (1960). « *Les étapes de la croissance économique, un manifeste non-communiste* » 1960, Édition du Seuil, Paris.

ROSTOW W.W. (1994). « *Comment tout a commence : les Origines de l'Économie moderne* », Paris, Hachette.

ROSTOW W.W. (1978). « *The world economy-history and prospect* », University of Texas Press.

SALMI, Jamil. (2009) « *The Challenge of establishing World-Class Universities* » The International Bank for Reconstruction and development\ The World Bank, Washington DC.

SAMOFF, Joel, et CAROLL, Bedemi. (2004) « *Conditions, coalitions et influence: the World Bank et Higher Education in Africa* » 2004http://www.worldbank.org/afr/teia/.

SÉVÉRINO, Jean Michel. (2000). « La Banque mondiale fait sa refondation sociale » in *le Monde Économie* du 19 septembre 2000.

SHAPIRO, Carl & VARIAN, Hal R. (1999), Economie de l'information guide stratégique de l'économie des réseaux, De Boek, Paris, Bruxelles.

SHIRLEY, Mary. (1989). ``*The reform of state-owned enterprises : lessons from World Bank lending*``Washington, D.C. : World Bank.

STERN, Nicholas et FERREIRA, Francisco. (1997) . « *The World Bank as « intellectual actor* » » in Kapur, Devesh, Lewis, John P., Webb, Richard. 1997. The World Bank, Its First Half Century, Volume 2, p.533.

STIGLITZ, J. (1998). « Towards a new paradigm of devolpment : strategies, processes and policies », Prebisch Lecture, Genève, 1998

STIGLITZ, J. (2001). « La Grande Désillusion », Paris, Fayard. 2001.

STIGLITZ, J. (1999). More Instruments and Broader Goals: Moving Beyond the Post-Washington Consensus. Keynote Speech at WIDER. Helsinki (Finland, 1999, January).

TAVERNIER, YVES, (2001) « *Les activités et le contrôle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale* » Document d'information de l'Assemblée Nationale, n° 3478, 2001

TOUSSAINT, Éric (Dir). (2006). « *Banque mondiale : le Coup d'Etat permanent* » Ouvrage collectif en coédition CADTM-Syllepse-Cetim, Liège-Paris-Genève

TRIPP-MELBY Pamela,(2006) "*La Banque Mondiale: Partenaire et producteur d'information pour le développement* », The World Bank Group
Washington, D.C. USAE

WILKS, A. and LEFRANCOIS, F.(2002). Blinding With Science or Encouraging Debate? How World Bank Analysis Determines PRSP Policies. London, The Bretton Woods Project and World Vision.

WILLIAMSON, J.. (1999). « What Washington means by policy reform » Washington, Institute of International Economics.

ZACHARIE, Arnaud. (2004). La bonne gouvernance est-elle un préalable aux financements internationaux ou est-ce le contraire ? Bruxelles, CADTM.

ZAKI, Laïdi. (1989). « Enquête sur la Banque Mondiale » Fayard, Paris.